

## ROYAUME DE BELGIQUE

-----

## KONINKRIJK BELGIE

-----

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

-----

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 24 septembre 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif à l'octroi de subventions pour l'adaptation et l'équipement des taxis bruxellois", a donné le 29 septembre 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 24 september 1997 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de toekenning van subsidies voor het aanpassen en uitrusten van de brusselse taxi's", heeft op 29 september 1997 het volgende advies gegeven :

Conformément à article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

#### OBSERVATION GENERALE

Suivant l'article 12, alinéa 3, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, disposition applicable à la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 71, § 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, "en l'absence d'une loi (1) organique, tout subside doit faire l'objet dans le budget général des dépenses d'une disposition spéciale qui en précise la nature; ces subsides peuvent être octroyés aux conditions fixées par le Roi (2)".

En l'espèce, l'article 13 de l'ordonnance du 5 décembre 1996 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1997 autorise le Gouvernement à octroyer des subventions (l'"intervention pour l'équipement et la promotion générale des taxis" et l'"intervention en vue de promouvoir l'utilisation des taxis auprès des personnes à mobilité réduite") dont l'objet rejoint celui des subventions envisagées par l'arrêté en projet.

---

(1) Lire : "d'une ordonnance", en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale.

(2) Lire : "le Gouvernement", en ce qui concerne une Région.

Il est donc satisfait à la règle selon laquelle la subvention doit faire l'objet dans le budget général des dépenses d'une disposition spéciale qui en précise la nature.

L'attention est toutefois attirée sur ce que l'article 13 de l'ordonnance du 5 décembre 1996 n'a de portée que pour l'année budgétaire 1997. Les effets de l'arrêté en projet sont donc limités à cette année budgétaire.

Si la Région de Bruxelles-Capitale souhaitait fixer un cadre juridique permanent pour l'octroi des subventions envisagées, il lui appartiendrait, conformément à l'article 12, alinéa 3, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, d'adopter des dispositions législatives organiques en la matière - dispositions qui, actuellement, font défaut.

#### OBSERVATIONS PARTICULIERES

##### Préambule

##### Alinéas 1er, 2 et 3

Ces alinéas sont superflus et doivent être omis.

.../...

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 1er)

Etant admis que les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, constituent le fondement légal de l'arrêté en projet, il convient de viser l'article de ces lois qui constitue plus spécifiquement la base légale du présent projet d'arrêté. En l'occurrence, il s'agit de l'article 12, alinéa 3. La référence aux articles 55 à 58 doit être omise, ces articles étant relatifs au contrôle de l'emploi de subventions.

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 2)

L'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1997 date du 5 décembre 1996 et non du 30 septembre 1996.

Il conviendra de rédiger cet alinéa comme suit :

"Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 décembre 1996 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1997, notamment l'article 13;"

Alinéa 6 (devenant l'alinéa 3)

Il convient de supprimer les mots "du 11/07/97" et d'écrire "donné le 11 juillet 1997".

.../...

Alinéa 7 (devenant l'alinéa 4)

Il convient d'écrire :

"Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 septembre 1997;".

Alinéa 8

Cet alinéa doit être omis puisqu'il fait double emploi avec celui visant l'avis du Conseil d'Etat.

Alinéa 9 et 10 (devenant l'alinéa 5).

Il est préférable d'indiquer la motivation spéciale de l'urgence sous forme d'un visa et non d'un considérant :

"Vu l'urgence motivée par la nécessité ...;".

Alinéa 11 (devenant l'alinéa 6)

Il conviendra d'une part, de compléter cet alinéa par la date à laquelle le Conseil d'Etat donne son avis et, d'autre part, d'écrire "de l'article 84, alinéa 1er, 2°, ...;".

.../...

### Proposant et contreseing

La section de législation du Conseil d'Etat a, à plusieurs reprises, estimé que la compétence du Secrétaire d'Etat régional connaît une double limite : ses tâches doivent être fixées par le membre du Gouvernement auquel il est adjoint et elles ne peuvent être que de préparation ou d'exécution (1).

Pareille compétence n'inclut pas le droit d'initiative.

La référence au Secrétaire d'Etat régional adjoint sera dès lors omise du proposant et du contreseing.

### Dispositif

#### Article 1er

Il n'y a pas lieu de faire référence à la Constitution en ce qui concerne les arrêtés. Cet article doit dès lors être omis.

La numérotation des autres articles du projet sera adaptée en conséquence.

---

(1) Voir l'avis L. 19.894/9 donné le 19 septembre 1990 sur un avant-projet, devenu l'ordonnance du 29 août 1991 sur l'accès à l'information relative à l'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale (Doc. CRB 90/91, n° A-128/1).

### Article 3

1. La question se pose si les exploitants d'un service de taxis ont un droit à la subvention lorsqu'ils satisfont aux conditions prévues par l'arrêté en projet et que les crédits budgétaires disponibles permettent d'accorder la subvention.

Dans l'affirmative, il convient, dans la phrase introductive de la disposition en projet, de remplacer les mots "peut accorder" par le mot "accorde".

Dans le cas contraire, le texte doit préciser les critères de l'appréciation à laquelle procédera l'autorité saisie d'une demande de subvention.

2. Au h), il y a lieu de préciser quelles sont les normes prévoyant un signe international d'accessibilité des personnes handicapées en chaise roulante.

### Article 4

1. Au paragraphe 1er, alinéa 3, in fine, il y a lieu d'écrire "... ou de remplacement au sens de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur" au lieu de "... ou de remplacement au sens du règlement d'Agglomération en matière d'exploitation de services de taxis".

.../...

2. Au paragraphe 2, le mot "retiré" est source de confusion; il suffit de prévoir que le montant de la subvention doit être "remboursé" dans les deux hypothèses envisagées aux alinéas 1er et 2.

#### Article 5

1. Le deuxième point appelle les observations suivantes :

- a) Il convient également de viser l'hypothèse où l'intéressé a fait l'objet de sanctions pénales.
- b) En prévoyant que l'exploitant ne peut bénéficier de la subvention que s'il n'a pas fait l'objet "de plus d'une plainte", la disposition en projet formule une condition qui paraît singulièrement dépourvue de pertinence : le simple dépôt de plaintes par des tiers ne suffit raisonnablement pas, en effet, à établir que l'exploitant a fait preuve d'un comportement qui n'est pas compatible avec le bénéfice d'une subvention. Il convient donc, soit d'omettre cette condition, soit de la remplacer par une condition plus adéquate.
- c) Le texte doit être complété pour envisager l'hypothèse où l'exploitant est une personne morale.

.../...

2. Au troisième, au cinquième et au sixième points, il n'y a pas lieu de prévoir que l'exploitant doit s'engager à satisfaire aux conditions qui sont prévues : ces conditions s'imposeront à lui directement par l'effet de l'arrêté en projet.

#### Article 6

A l'alinéa 2, le texte doit préciser le contenu du dossier à présenter et à l'alinéa 3, quels sont les éléments à vérifier et quelle est l'autorité compétente en l'espèce.

#### Article 7

1. Le texte doit préciser les règles de composition et de fonctionnement du comité d'accompagnement.

2. L'abréviation "GRBC" n'est pas de mise dans un texte réglementaire qu'il convient, par ailleurs, de citer avec son intitulé complet.

En outre, le Conseil d'Etat relève que l'article examiné fait référence, in fine, aux articles 4 et 6 à titre d'exemple des avis donnés par le comité d'accompagnement, alors que ni l'une ni l'autre de ces dispositions ne confère une compétence consultative au comité d'accompagnement. En effet, dans le premier cas il évalue les frais d'adaptation du véhicule et, dans le second, il formule une proposition à l'intention du ministre. La terminologie doit être revue pour être rendue uniforme.

.../...

### Formule exécutoire

Il convient de prévoir une formule exécutoire.

### Annexe

L'annexe à l'arrêté doit porter en titre le mot "ANNEXE" et la mention "Vu pour être annexée à l'arrêté du ...".

En outre, les croquis doivent se présenter dans l'ordre arithmétique.

### OBSERVATIONS FINALES

L'arrêté examiné appelle, sur le plan de la légistique formelle (1) de multiples observations et devrait être réécrit. A titre d'exemple, il est rappelé :

1. La première division d'une phrase doit se faire par 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, etc, ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc. Cette observation vaut pour l'article 3.

---

(1) Voir, Code-formulaire de légistique, services du Premier Ministre, supplément au Moniteur belge du 2 juin 1982.

2. La division en points, source de confusion lorsqu'une disposition doit être ultérieurement citée, est à proscrire. Cette observation vaut pour les articles 5 et 8.

3. Les parenthèses doivent être supprimées et les textes qu'elles contiennent, adaptés en conséquence.

Le texte néerlandais du projet appelle, lui aussi, de nombreuses observations finales qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

-----

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot de volgende opmerkingen.

#### ALGEMENE OPMERKING

Luidens artikel 12, derde lid, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, welke bepaling krachtens artikel 71, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten van toepassing is op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "(moet er) bij ontstentenis van een organieke wet (1), (...) voor elke toelage in de algemene uitgavenbegroting een speciale bepaling zijn die de aard van de toelage preciseert; die toelagen kunnen worden toegekend onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning (2)."

In het onderhavige geval machtigt artikel 13 van de ordonnantie van 5 december 1996 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 1997 de Regering om subsidies toe te kennen (de "tussenkost voor de uitrusting en de algemene promotie van de taxi's" en de "tussenkost ter bevordering van het taxigebbruik door personen met een beperkte mobiliteit"), waarvan het doel overeenstemt met dat van de in het ontworpen besluit in uitzicht gestelde subsidies.

---

(1) Lees : "van een organieke ordonnantie", wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft.

(2) Lees : "de Regering", wat een Gewest betreft.

Er is dus voldaan aan het voorschrift dat er voor een subsidie een speciale bepaling moet zijn op de algemene uitgavenbegroting, die de aard van de subsidie preciseert.

De aandacht wordt er echter op gevestigd dat artikel 13 van de ordonnantie van 5 december 1996 alleen geldt voor het begrotingsjaar 1997. Het ontworpen besluit heeft dus alleen gevolgen voor dat begrotingsjaar.

Indien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een duurzaam juridisch kader wil vastleggen voor de toekenning van de voorgenomen subsidies, zou het overeenkomstig artikel 12, derde lid, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, ter zake organieke wetsbepalingen moeten uitvaardigen, die thans ontbreken.

#### BIJZONDERE OPMERKINGEN

##### Aanhef

##### Eerste, tweede en derde lid

Deze leden zijn overbodig en moeten vervallen.

##### Vierde lid (dat het eerste lid wordt)

Aangezien uitgemaakt is dat de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, de

.../...

rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen, moet aangegeven worden welk artikel juist van deze wetten de rechtsgrond vormt van het onderhavige ontwerp van besluit. In dit geval gaat het om artikel 12, derde lid. De verwijzing naar de artikelen 55 tot 58 moet vervallen, aangezien deze artikelen betrekking hebben op de controle op de aanwending van de subsidies.

Vijfde lid (dat het tweede lid wordt)

De ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 1997 dateert van 5 december 1996 en niet van 30 september 1996.

Dit lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 5 december 1996 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 1997, inzonderheid op artikel 13;".

Zesde lid (dat het derde lid wordt)

De vermelding "11/07/97" moet vervangen worden door de vermelding "11 juli 1997".

.../...

Zevende lid (dat het vierde lid wordt)

Men schrijve :

"Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 15 september 1997;".

Achtste lid

Dit lid moet vervallen, aangezien het op hetzelfde neerkomt als het lid waarin verwezen wordt naar het advies van de Raad van State.

Negende en tiende lid (die het vijfde lid worden)

Het verdient de voorkeur om de bijzondere motivering van de dringende noodzakelijkheid te vermelden in de vorm van een verwijzing en niet van een considerans :

"Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het vereiste om zo snel mogelijk te kunnen beschikken over ...;".

Elfde lid (dat het zesde lid wordt)

Eenzijds dient dit lid aangevuld te worden met de datum waarop de Raad van State zijn advies uitbrengt, en anderzijds moet worden geschreven "met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, ...;".

.../...

### Voordrachtformulier en ondertekeningsformulier

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft herhaaldelijk te kennen gegeven dat de bevoegdheid van de gewestelijke Staatssecretaris in twee opzichten beperkt is : zijn taken moeten vastgesteld worden door het regeringslid aan wie hij is toegevoegd en ze kunnen alleen voorbereidende of uitvoeringstaken zijn (1).

Zulk een bevoegdheid omvat geen initiatiefrecht.

De verwijzing naar de toegevoegde gewestelijke Staatssecretaris moet derhalve in het voordrachtformulier en in het ondertekeningsformulier vervallen.

### Bepalend gedeelte

#### Artikel 1

Voor besluiten is er geen reden om naar de Grondwet te verwijzen. Dit artikel moet bijgevolg vervallen.

De andere artikelen van het ontwerp moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

---

(1) Zie advies L. 19.894/9, gegeven op 19 september 1990, over een voorontwerp dat de ordonnantie van 29 augustus 1991 inzake de toegang tot informatie met betrekking tot het milieu in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is geworden (Parl. St., Br. H. Raad, 90/91, nr. A-128/1).

### Artikel 3

1. De vraag rijst of de exploitanten van een taxidienst recht hebben op de subsidie wanneer zij voldoen aan de voorwaarden die in het ontworpen besluit worden bepaald en de beschikbare begrotingskredieten het mogelijk maken om die subsidie toe te kennen.

Zo ja, dan moeten de woorden "kan de Minister aan de exploitanten die ze aanvragen een tussenkomst toekennen" in de inleidende zin van de ontworpen bepaling worden vervangen door de woorden "kent de Minister subsidie toe aan de exploitanten die erom vragen".

Zo niet moet in de tekst worden verduidelijkt welke beoordelingscriteria zullen worden toegepast door de overheid bij wie een aanvraag om subsidie wordt ingediend.

2. In h) moet worden gepreciseerd wat de normen zijn inzake een internationaal teken dat "toegankelijk voor rolstoelgangers" betekent.

### Artikel 4

1. In paragraaf 1, derde lid, in fine, schrijven men : "... of vervangingsvoertuig in de zin van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur" in plaats van "... of vervangingsvoertuig in de zin van het

.../...

reglement van de Agglomeratie inzake de exploitatie van taxidiensten".

2. In paragraaf 2 is het woord "ingehouden" verwarrend; het is voldoende te bepalen dat de subsidie moet worden "terugbetaald" in de beide gevallen vermeld in het eerste en het tweede lid.

#### Artikel 5

1. Bij het tweede punt zijn de volgende opmerkingen te maken:

- a) Er moet ook worden verwezen naar het geval waarin de belanghebbende strafrechtelijke straffen heeft opgelopen.
- b) De in de ontworpen bepaling vervatte voorwaarde dat de exploitant slechts recht op subsidie heeft er niet "meer dan een klacht" tegen hem is ingediend, lijkt bijzonder irrelevant : het loutere feit dat derden een klacht hebben ingediend is immers redelijkerwijze geen bewijs dat de exploitant zich gedragen heeft op een manier die onverenigbaar is met het krijgen van subsidie. Die voorwaarde behoort dus te vervallen of door een geschiktere voorwaarde te worden vervangen.
- c) De tekst moet worden aangevuld om te voorzien in het geval dat de exploitant een rechtspersoon is.

.../...

2. In het derde, vijfde en zesde punt is er geen reden om te vermelden dat de exploitant zich ertoe moet verbinden de gestelde voorwaarden te vervullen : die voorwaarden worden hem rechtstreeks opgelegd door de uitwerking van het ontworpen besluit.

#### Artikel 6

In het tweede lid moet de inhoud van het in te dienen dossier worden toegelicht en in het derde lid moet worden vermeld welke gegevens gecontroleerd moeten worden en welke overheid in dat geval bevoegd is.

#### Artikel 7

1. De regels betreffende de samenstelling en de werkwijze van het begeleidingscomité moeten in de tekst worden gepreciseerd.

2. De afkorting "BHR" hoort niet thuis in regelgeving, die bovendien met het volledige opschrift behoort te worden vermeld.

Voorts merkt de Raad van State op dat op het einde van het onderzochte artikel wordt verwezen naar de artikelen 4 en 6 als voorbeeld van de adviezen die door het begeleidingscomité worden gegeven, hoewel geen van beide

.../...

bepalingen adviesbevoegdheid aan het begeleidingscomité verleent. In de eerste bepaling staat immers dat het begeleidingscomité de kosten voor aanpassing van het voertuig raamt en in de tweede dat het begeleidingscomité een voorstel ten behoeve van de minister doet. De terminologie moet worden herzien en eenvormig gemaakt.

#### Uitvoeringsbepaling

Er moet een uitvoeringsformulier worden opgenomen.

#### Bijlage

De bijlage bij het besluit moet de titel "BIJLAGE" en de vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van ..." bevatten.

Bovendien moeten de schetsen in numerieke volgorde worden afgebeeld.

#### SLOTOPMERKINGEN

Het onderzochte besluit laat op wetgevingstechnisch gebied (1) sterk te wensen over en zou moeten worden herschreven. Bij wijze van voorbeeld worden de volgende opmerkingen gemaakt :

- 
- (1) Zie "Handleiding bij de Wetgevingstechniek", diensten van de Eerste Minister, bijvoegsel tot het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982.

.../...

1. Zinnen worden eerst ingedeeld in 1º, 2º, 3º enz., die op hun beurt eventueel worden onderverdeeld in a), b), c) enz. Deze opmerking geldt voor artikel 3.

2. Wanneer later naar een bepaling moet worden verwezen, is de indeling in punten verwarrend en dus af te keuren. Deze opmerking geldt voor de artikelen 5 en 8.

3. De haakjes moeten worden weggelaten en de tekst ertussen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Ook op de Nederlandse tekst van het ontwerp valt heel wat aan te merken. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerkingen, worden dienaangaande hierna ten overvloede bij wijze van voorbeeld een aantal voorstellen gedaan.

#### Artikel 2

In het tweede lid schrijve men "gemachtigde" in plaats van "afgevaardigde".

#### Artikel 3

In het eerste lid c) schrijve men : "de ruimte voor de rolstoel moet worden uitgespaard achter in het voertuig, tussen de stoelen van de overige passagiers. De ruimte bestemd voor de rolstoel moet door een valide persoon

.../...

gebruikt kunnen worden dank zij een klapstoel". Ook in de rest van het ontwerp moet de term "zetel", die in dit tekstverband gewestelijk is, vervangen worden door "stoel". In h) schrijve men "van buiten" en niet "langs buiten" alsook "zoals voorgeschreven door de regelgeving" in plaats van "zoals voorzien door de reglementering".

#### Artikel 4

In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men : "namelijk" en niet "met name", aangezien dat laatste "vooral, in het bijzonder" betekent. In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men "bestraft" in plaats van "gesanctioneerd", aangezien dat laatste volgens Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse taal, "goedkeuren, waarborgen" betekent.

#### Artikel 5

In punt 2 is de wending "niet onderworpen zijn geweest aan administratieve sancties" onbegrijpelijk en onnederlands. De laatste opmerking geldt ook voor het gebruik van de toekomstige tijd "zal" in punt 3.

#### Artikel 6

In het tweede en het derde lid is het woord "slechts" verkeerd gebruikt; er behoort "eerst" te staan of "pas".

.../...

Artikel 7

Doordat in het artikel "samengesteld door" staat en in de Franse tekst "composé de" is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst. Daarenboven is de wending "verhuurder voertuigen met chauffeurs" onbegrijpelijk.

De Nederlandse tekst van het advies zou grondig herzien moeten worden.

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,  
de Heren

président de chambre,  
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,  
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

Madame M. PROOST,  
Mevrouw

greffier,  
griffier.

Le rapport a été présenté par  
M. B. JADOT, auditeur. La note du  
Bureau de coordination a été  
rédigée et exposée par  
Mme F. CARLIER, référendaire  
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht  
door de H. B. JADOT, auditeur.  
De nota van het Coördinatiebu-  
reau werd opgesteld en toegelicht  
door Mevr. F. CARLIER, adjunct-  
referendaris.

La concordance entre la version  
française et la version néerlandai-  
se a été vérifiée sous le contrôle  
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de  
Franse en de Nederlandse tekst  
werd nagezien onder toezicht van  
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN